

L'UNION EUROPÉENNE FACE À UNE NÉCESSAIRE INTROSPECTION

LE RAPPORT DE MARIO DRAGHI, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA BCE ET DU CONSEIL DES MINISTRES D'ITALIE, SUR LA COMPÉTITIVITÉ DE L'UE A JETÉ UN PAVÉ DANS LA MARE.

Accueilli plutôt froidement par les responsables politiques européens, il remet clairement en question l'efficacité des programmes de l'Union, en insistant sur l'écart accumulé depuis un quart de siècle vis-à-vis du reste du monde et plus particulièrement des États-Unis en termes notamment de croissance économique, de gains de productivité et de diffusion des grandes révolutions technologiques. Le rapport met l'accent sur les incohérences des politiques menées, et insiste sur la nécessité de finaliser le marché unique et de doper les investissements (800 milliards d'euros par an nécessaires, soit 5 % du PIB de l'Union, des sommes affolantes qui témoignent de la démesure des enjeux). La nouvelle Commission aura-t-elle le courage de se saisir du rapport et de rompre avec les choix contestables des dernières années ?

La vive réaction des institutions de l'Union (Conseil, Commission, Parlement) face à la pandémie de 2020-2021 semblait pourtant annoncer un changement de politique majeur, dont l'architecture reposait sur un ambitieux plan de relance de plus 750 milliards d'euros, destiné non seulement à sauver les économies sinistrées par les confinements à répétition, mais aussi à bâtir les fondations pour davantage d'innovation et de croissance potentielle à long terme. Ce programme fut l'occasion d'une émission exceptionnelle de dette commune, ce qui enfonçait un coin dans le camp des pays opposés à davantage de fédéralisme. La montagne a pourtant accouché d'une souris. La prise de conscience tardive de la nécessaire réindustrialisation de l'Union, pour assurer sa souveraineté dans les secteurs-clés, ne s'est traduite que timidement dans les faits. Le processus de relocalisation est freiné par les prix énergétiques, les coûts de production, et deux décennies de lobby environnemental contre l'industrie réputée polluante (Où en sont les projets miniers indispensables à la transition énergétique et à la révolution numérique ?). L'UE risque à présent de passer à côté de la grande révolution des années 2020, à savoir celle de l'IA, en favorisant les normes plutôt que l'innovation et l'investissement, après avoir déjà failli dans celle du cloud et du big data (les hyperscalers sont très majoritairement américains). Sur les cinquante premières entreprises technologiques mondiales, seules quatre sont européennes ; 30 % des licornes (jeunes entreprises valorisées à plus d'un milliard de dollars) quittent l'UE pour se relocaliser aux États-Unis et y bénéficier d'un écosystème propice à l'innovation et aux affaires.



Dominique Marchese
Head of Equities
& Fund Manager.

La nouvelle Commission ne pourra agir dans la continuité, sans remise en question des politiques passées à l'aune des piètres résultats obtenus. En guise d'illustration, l'électrification de l'économie, dopée par la décarbonation et le large déploiement de l'IA, exige une stratégie cohérente et des réponses techniquement adaptées (Les datacenters américains signent des contrats en priorité avec des centrales nucléaires). Les institutions européennes doivent lutter efficacement contre le déclin industriel de l'Union, alors que les reports de projets et les fermetures d'usines se multiplient, notamment en Allemagne. La crise industrielle aggravée par le choc énergétique de 2022-2023 agira-t-elle comme une salutaire catharsis ? Nous l'espérons tous, car à plus long terme, c'est le projet européen lui-même qui se voit menacé.

PURE CAPITAL
INDEPENDENT ASSET MANAGEMENT

INFO@PURECAPITAL.EU

WWW.PURECAPITAL.EU

SIÈGE SOCIAL LUXEMBOURG: RUE D'ARLON 2, L-8399 WINDHOF • +352 26 39 86
SUCCURSALE BELGIQUE: SNEEUWBESLAAN 20, B-2610 WILRIJK • +32(0)3 246 04 65